

Des « coupeurs de routes » à la naissance et à l'installation des rébellions armées en RCA de 2003 à 2006

Dr André ADJO
Chargé de recherche
Membre du Groupe d'Études politiques et de Défense
(GREPOD)

La problématique de la désarticulation du territoire centrafricain s'explique par une conjoncture sécuritaire dont la dégradation progressive est passée par plusieurs phases. Après les mutineries d'une section de l'armée centrafricaine au cours de l'année 1996 (A. Ratanga, A. Adjo : 2021), ce pays a connu le développement et l'arrivée à Bangui d'une rébellion armée qui a porté François Bozizé au pouvoir en mars 2003. Après cette date, l'instabilité du pays s'est poursuivie avec une insécurité qui a pris des formes différentes et qui a finalement débouché sur la naissance, l'installation et la profusion des mouvements rebelles en République centrafricaine au cours de l'année 2006. Cette réflexion, qui s'intéresse à la période entre 2003 et 2006, retrace les différents niveaux d'insécurité qui ont finalement abouti à la naissance, l'installation et à la multiplication des rébellions armées en RCA. Au-delà de cet effort de restitution historique, la présente contribution entend montrer les défis inhérents à la construction de l'État centrafricain dont la légitimité est profondément contestée par des organisations criminelles qui lui disputent l'exercice du monopole étatique sur toute l'étendue du territoire depuis plus d'une vingtaine d'années. Quelles sont les différentes phases qui ont conduit à la naissance et la "démocratisation" des rébellions armées en RCA? Nous allons montrer comment l'arrivée de François Bozize au pouvoir, par le biais d'une rébellion armée, a ouvert la voie à la diffusion de plusieurs formes d'insécurité (I) et, plus tard, entraîné la naissance, la multiplication et l'installation d'autres rébellions armées devenues, depuis lors, une norme dans le paysage sécuritaire et étatique de la RCA (II).

1. La généralisation de l'insécurité : des « Libérateurs » aux *Zaraguinas*

1.1. Les « ex-libérateurs » : l'insécurité générée par les nouveaux maîtres de Bangui

Lorsque «Parfait Mbaye, porte-parole du général Bozizé fait savoir au peuple centrafricain que le Général Bozizé s'autoproclame "Président de la République"» (B. Ratanga, A. Adjo, 2021, p. 200) le 16 mars 2003, l'histoire centrafricaine vient d'ouvrir la voie à une généralisation de l'insécurité qui va durablement affecter la stabilité de la RCA. Les «Libérateurs», nom donné à ce mouvement rebelle qui s'est

emparé du pouvoir en mars 2003, vont paradoxalement alimenter une sécurité dans la ville de Bangui. À ce propos, l'ONU note d'ailleurs que «des exactions et exécutions sommaires imputables aux forces de l'ordre, ainsi que des actes de braquage et de vol à mains armées, ont continué d'être perpétrés, notamment dans la capitale»¹ durant les mois qui ont suivi leur installation au pouvoir. Les sources onusiennes ajoutent que «la situation ne semble guère meilleure à l'intérieur du pays, où les autorités administratives sont toujours absentes et des embuscades et autres activités des coupeurs de route sont signalées sur les principaux axes. La recrudescence de l'insécurité est favorisée par la prolifération d'armes et la paupérisation des populations.»² Un épisode, particulièrement parlant, illustre la capacité de nuisance des «ex-libérateurs». En effet, un événement survenu «[...] au mois d'avril 2004, a mis le régime [de François Bozizé] à rudes épreuves. Les manifestants revendiquaient les " primes promises" moyennant leur appui à la rébellion qui a permis de renverser le régime en place le 15 mars 2003. En échange de ces " primes" et de laissez-passer [...], les ex-libérateurs devaient rejoindre la vie civile et reprendre leurs anciennes activités. [...] La manifestation a donné lieu à de violents affrontements avec les forces régulières appuyées par celles de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), faisant 10 morts et une quinzaine de blessés.»³ En dépit du règlement de ce problème par le Général Bozizé, en collaboration avec le Représentant du Secrétaire général de l'ONU en République centrafricaine, l'Ambassadeur du Tchad, le Commandant de la FOMUC, les pays voisins, etc., il était «[...] à craindre que leur départ de Bangui vers leurs lieux d'origine ou de provenance ne contribue à intensifier le phénomène des coupeurs de route dans l'arrière-pays».⁴ Ce contexte devait ouvrir la voie à une conjoncture sécuritaire encore plus défavorable pour le pays.

2. 1. La profusion des *Zaraguinas*

En fin d'année 2004, les autorités onusiennes vont noter une dégradation de la sécurité à l'intérieur du territoire centrafricain du fait de la présence des *Zaraguinas*, c'est dire les coupeurs de routes. Un rapport du Représentant du Secrétaire Général des Nations unies en République centrafricaine rappelait que «Les coupeurs de route ou *Zaraguinas* ont poursuivi leurs activités de « bandits de grand chemin » sur les populations civiles, en dépit du déploiement, dans les zones affectées par ce phénomène, d'éléments des forces de défense et de sécurité appuyés par

1. Paragraphe 10, Document des Nations unies, S/2004/1012, 23 décembre 2004.

2. Paragraphe 12, Document des Nations unies, S/2003/1209 du 29 décembre 2003.

3. Paragraphe 13, Document des Nations unies, S/2004/496 du 6 juin 2004.

4. *Idem*, paragraphe 14.

la Force multinationale de la CEMAC»⁵. Une observation même légère montre que cette insécurité était alimentée par ceux qui avaient été incorporés dans le mouvement rebelle qui a porté François Bozizé au pouvoir. En juin 2004, le lien entre les «ex-libérateurs» et les coupeurs de route est établi par les observateurs. Comme le note un rapport onusien, l'insécurité qui se manifestait dans les provinces était causée par «[...] des coupeurs de route, des voleurs de bétail et de certains éléments incontrôlés, en particulier les « ex-libérateurs », qui ont assisté militairement le général Bozizé lors du coup d'État du 15 mars 2003»⁶.

De façon progressive, une mutation de l'insécurité va se faire en RCA au cours de l'année 2005. À côté des *Zaraguinas* on va voir apparaître de véritables groupes armés qui se livreront à des attaques de plus en plus régulières surtout dans les régions septentrionales du pays. Ainsi, «ces attaques [...] relèvent pour la plupart du banditisme économique et visent en priorité les populations rurales d'éleveurs, du fait de leur cheptel, et les transporteurs commerciaux ou les collecteurs de diamants. Ils [les groupes armés] tendent des embuscades et n'hésitent pas, lors des attaques de villages, de hameaux isolés ou de convois routiers, à enlever les enfants d'éleveurs ou de notables contre de fortes rançons. Ces attaques génèrent des déplacements de population vers les grandes agglomérations centrafricaines, à l'instar de Bouar (environ 800 déplacés), mais également vers les pays voisins les plus proches tels que le Cameroun et le Tchad. Ces deux pays ont accueilli chacun plus de 5 000 réfugiés récemment.»⁷ D'une certaine façon le terrain devenait de plus en plus fertile à la naissance de véritables rébellions armées.

2. Le début du fléau des rébellions armées en RCA

2.1. Autour des premiers mouvements rebelles identifiés

Au cours de l'année 2005, la conjoncture sécuritaire se dégrade un peu plus alors qu'un processus électoral est organisé pour normaliser le pouvoir de François Bozizé avec la tenue des élections présidentielle et législative dont les premier et second tours ont eu respectivement lieu le 13 mars et le 8 mai 2005. Deux dynamiques qui renseignent sur l'incapacité de l'État centrafricain à susciter des allégeances vis-à-vis de toutes les composantes de la société. Des groupes

armés opèrent⁸ dans le nord du pays avec une fréquence et une ampleur qui indiquent une détérioration de la stabilité du pays. L'insécurité transfrontalière avec «l'implantation de bandes armées à la frontière entre le Tchad et la République centrafricaine et enfin, la circulation et la prolifération d'armes entre la République démocratique du Congo et la République centrafricaine»⁹ va connaître une dégradation continue.

Alors que ces groupes armés étaient jusque-là non identifiés comme dans un accrochage entre des éléments des FACA et des hommes armés inconnus dans la localité de *Paoua* à 500 km au nord de Bangui entre février et mars 2006, quatre groupes armés vont apparaître au nord du pays. Premièrement, il s'agit de l'Union des forces républicaines (UFR) du lieutenant Florian Ndjadder, un ancien officier des FACA, mouvement armé qui avait pour Secrétaire général Askain Inguet Landa. Deuxièmement, il y a l'Armée pour la restauration de la République et la démocratie (APRD) dont le porte-parole était le lieutenant Larma, un soldat déserteur des forces armées, arrêté à Bangui quelques mois plutôt. Troisièmement, on avait identifié le Mouvement patriotique pour la restauration de la République centrafricaine (MPRC) du nommé Stève Guéret, qui avait revendiqué l'assassinat du maire de Bossangoa. Puis, il y avait aussi le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) d'Abdoulaye Miskine, ancien milicien de l'ex-Président Ange Félix Patassé, considéré précédemment comme proche de l'APRD du lieutenant Larma. Dans la région de Birao, on notera la présence de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR)¹⁰ dont les principaux chefs étaient Abakar Sabone, Michel Djotodia, Justin Hassane, Zacharia Damane. À cette époque, il n'y avait pas des informations précises sur les effectifs de ces différents mouvements, leurs sources de financement, les appuis politiques dont ils bénéficiaient, ainsi que leurs bases arrière. La RCA, qui verra apparaître d'autres mouvements rebelles plus tard, bascule dans un autre niveau d'instabilité dont le pays ne sortira plus.

2.2. La perméabilité des frontières et la dimension transnationale des mouvements rebelles

La situation sécuritaire autour de la frontière entre le Tchad et la RCA s'est dégradée entre 2003 et 2006.

5. Paragraphe 10, Document des Nations unies, S/2004/1012 du 23 décembre 2004.

6. Paragraphe 12, Document des Nations unies, S/2004/496 du 6 juin 2004.

7. Paragraphe 7, Document des Nations unies, S/2005/414 du 27 juin 2005.

8. «Ils tendent des embuscades et n'hésitent pas, lors des attaques de villages, de hameaux isolés ou de convois routiers, à enlever les enfants d'éleveurs ou de notables contre de fortes rançons. Ces attaques génèrent des déplacements de population vers les grandes agglomérations centrafricaines, à l'instar de Bouar (environ 800 déplacés), mais également vers les pays voisins les plus proches tels que le Cameroun et le Tchad. Ces deux pays ont accueilli chacun plus de 5 000 réfugiés récemment.» Voir : paragraphe 7, Document des Nations unies, S/2005/414 du 27 juin 2005.

9. Paragraphe 8, Document des Nations unies, S/2005/414 du 27 juin 2005.

10. Composé avant 2008 du Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) d'Abakar Sabone, du Groupe d'action patriotique pour la libération de la Centrafrique (GAPLC) et du Front démocratique centrafricain (FDC). C'est de ce mouvement armé que naîtra la Séléka.

Au cours de cette période, les mouvements rebelles hostiles au gouvernement d'Idriss Deby Itno avaient fait du territoire centrafricain une base arrière. Un rapport onusien rappelait d'ailleurs que «les rebelles hostiles au régime du Président Déby Itno passent depuis avril 2006 par le nord-est de la République centrafricaine pour attaquer les forces de l'Armée nationale tchadienne (ANT). Les 25 et 26 avril 2006, un aéronef de type Antonov 35 a débarqué des hommes armés et du matériel militaire dans la localité centrafricaine de Tiringoulou (nord-est), violant ainsi l'intégrité du territoire centrafricain [...] En effet, la République centrafricaine est victime des tensions entre le Tchad et le Soudan, qui s'accusent mutuellement de soutenir les rebelles hostiles à leur régime respectif, nonobstant les accords de Tripoli que les deux leaders ont signés le 8 février 2006 interdisant ce soutien aux rebelles»¹¹.

Un climat de suspicion a fini par s'installer et alimenter les tensions entre les différents pays. Avec une coopération réduite à sa plus simple expression, ces pays ne pouvaient plus susciter des mécanismes communs pour lutter contre la prolifération des armes. Cette conjoncture sous régionale particulièrement défavorable à la RCA a rendu difficile le travail des Forces armées centrafricaines, notamment dans le nord pays. Les autorités centrafricaines avaient même accusé le Soudan de soutenir un mouvement rebelle centrafricain qui avait attaqué et occupé les villes de Birao, de Ouanda Djallé et de Sam Ouadja dans la préfecture de Vakaga situé dans le nord-est du pays le 30 octobre 2006¹². D'autres évolutions sécuritaires ont fait apparaître de nouvelles zones de tensions, notamment dans le sud-est précisément dans la préfecture de Haut Mbomou, où des transfuges de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de l'Ouganda, avaient été infiltrés dans cette partie du pays tout près de leurs bases dans le sud du Soudan.

Conclusion

Cette réflexion qui doit ouvrir la voie à une étude plus importante sur les rébellions armées en RCA permet de tirer quelques enseignements provisoires sur plusieurs aspects importants. D'abord, on note l'extrême fragilité de la conscience collective des citoyens centrafricains toujours prompts à poser des actes qui contreviennent à l'unité du pays. Ensuite, la fragile condition de l'État centrafricain dont la faiblesse structurelle explique les naissances des rébellions avec une facilité éloquente. Par ailleurs, les défis auquel est confronté un État déjà fragilisé qui doit composer avec un environnement sous régional lui aussi instable. Dans un contexte aussi particulier, la stratégie multilatérale consistant

à mettre l'accent sur les élections de 2005 ne pouvait pas constituer une solution pour un retour à la stabilité. Le défi le plus significatif pour la RCA se situe au niveau de la construction d'un État capable d'assumer ses prérogatives. Cet idéal ne peut être effectif que si les acteurs centrafricains prennent conscience de cette nécessité. Car, les fissures dans le corps élitair centrafricain se reflètent au niveau de la désarticulation du territoire. Dans cette optique, le partage d'un idéal commun par l'élite centrafricaine aurait, entre autres, une grande incidence dans la perspective d'une restauration.

Sources

- Document des Nations unies, S/2003/1209 du 29 décembre 2003
- Document des Nations unies, S/2004/1012 du 23 décembre 2004
- Document des Nations unies, S/2004/496 du 6 juin 2004
- Document des Nations unies, S/2006/441 du 27 juin 2006
- Document des Nations unies, S/2006/1019 du 22 décembre 2006
- Document des Nations unies, S/2005/414 du 27 juin 2005.

Bibliographie

- RATANGA (Barthélémy), ADJO (André), *Au cœur de la crise centrafricaine (1996-2003)*, Libreville, Editions Raponda walker, 2001, p. 191.

11. Paragraphe 27, Document des Nations unies, S/2006/441 du 27 juin 2006.

12. Paragraphe 22, Document des Nations unies, S/2006/1019 du 22 décembre 2006.